

LA RÉFORME DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE SOVIÉTIQUE: LES PROBLÈMES DE CONVERSION DANS UNE ÉCONOMIE NON CONVERTIE

par Karen Ballentine

En décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev a inclus la conversion de l'industrie de défense dans le programme officiel de la *perestroïka*. Dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il s'est engagé à entamer une «transition d'une économie d'armement à une économie de désarmement». Cet engagement, et les initiatives de Moscou en matière de désarmement, ont donné à penser qu'une conversion délibérée n'était plus simplement un objectif souhaitable, mais qu'elle était sur le point d'être appliquée à grande échelle par une grande puissance militaire.

La définition de ce qu'est la «conversion de l'industrie de défense», ou tout simplement du terme «conversion», ne fait l'unanimité ni à l'Est, ni à l'Ouest. Au sens le plus large, il s'agit d'un processus de démilitarisation de l'économie, qui consiste à démobiliser des soldats et à réduire les dépenses militaires et la production d'armes. Cette définition rend compte en termes généraux du changement de priorités et du transfert des ressources de l'économie militaire à l'économie civile, mais elle n'explique pas comment ce transfert doit s'effectuer. Ainsi, en pratique, les spécialistes soviétiques et occidentaux utilisent plus souvent le terme dans un sens plus étroit, à savoir littéralement la transformation des industries de défense. Selon Vladimir Faltsman, éminent économiste soviétique et spécialiste des questions de défense, la conversion consiste à «réorienter les usines de défense vers la production civile et à utiliser les ressources militaires ainsi libérées à des fins pacifiques.»¹ Comme le précise l'étude des Nations Unies sur les rapports entre désarmement et développement (1982), la conversion, au sens le plus étroit, vise à permettre de passer avec le moins

d'à-coups possible à la production de biens et services socialement utiles.²

Vue sous cet angle, la conversion n'est que l'un des moyens de gérer les conséquences économiques d'une décision politique visant à réduire les armements. Qualitativement, elle diffère des stratégies de diversification mises au point par les industries militaires pour préserver leur viabilité malgré les importantes compressions budgétaires en matière de défense. Tandis que la diversification permet de continuer à produire des armes tout en fabriquant des produits civils, la conversion exige de façon plus radicale le remplacement de la production militaire par une production civile. Pour les réformateurs soviétiques, la conversion, dont la priorité est de trouver des utilisations civiles pratiques et immédiates du potentiel technique et scientifique accumulé par le secteur de la défense, est apparue comme étant la démarche préférable, surtout face aux pénuries croissantes de biens de consommation et à l'effondrement de l'infrastructure.

De tout temps, les autorités soviétiques ont soutenu que le système économique de l'URSS se prêterait mieux que l'économie de marché à un tel programme de conversion. Grâce à son imposant appareil de planification et à sa longue tradition d'interventionnisme économique, faisaient-elles valoir, le pays pourrait éviter bon nombre des difficultés socio-économiques qui compliqueraient la démilitarisation dans des pays à économie de marché. Une conversion planifiée par l'État serait mieux coordonnée et ses retombées seraient immédiates. Tout ce qu'il fallait, c'était une volonté politique. Quant à la mise en oeuvre, elle suivrait en temps opportun.